



**PRÉFÈTE  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SOUS-PREFECTURE D'ALES**  
**Bureau de l'environnement et  
des polices administratives**

**- 9 AOUT 2021**

Affaire suivie par Bruno Amat  
Chef de bureau  
bruno.amat@gard.gouv.fr

**Arrêté préfectoral n° 2021 – 35 mettant en demeure,  
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement,  
la société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social est situé : 16, rue Antoine  
Becquerel - 11782 Narbonne Cedex de respecter les articles  
1.2.1., 1.2.3., 2.2.2 et 3.7. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié  
réglementant l'exploitation de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets  
ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique  
Peyre", sur la commune de Salindres.**

La préfète du Gard,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié par les arrêtés modificatifs n°2013-27 du 13 mai 2013, n°2014-21 du 16 juillet 2014, n°2014-32 du 5 novembre 2014, et n°2014-36 du 5 décembre 2014, réglementant l'exploitation de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres, situé sur le territoire de la commune de Nîmes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 30-2021-03-08-002 du 8 mars 2021 donnant délégation de signature à M. Frédéric Loiseau, secrétaire général ;

1/4

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 juillet 2021 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 22 juillet 2021 ;

**Vu** la réponse de l'exploitant par courriel en date du 6 août 2021;

Considérant que la société Suez R&V Méditerranée exploite une unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres ;

Considérant que l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 précise que la capacité maximale de traitement autorisée pour cet établissement est de 50 000 tonnes par an de déchets entrants ;

Considérant que la visite d'inspection réalisée le 1<sup>er</sup> juillet 2021 a conduit l'inspection à constater que l'établissement NEOVAL a traité et valorisé 51 376,87 tonnes de déchets ménagers et assimilés en 2020 ;

Considérant que ceci constitue une non-conformité à l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009;

Considérant en outre que l'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 prévoit que toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments de ce dossier, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation ;

Considérant que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Mme la préfète une demande de dérogation aux conditions d'exploitation des installations avant d'accepter ce supplément de déchets par rapport à la capacité maximale de traitement autorisée ;

Considérant que ceci constitue une non-conformité à l'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009;

Considérant que l'article 2.2.2. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 prévoit que sont également admissibles, dans la limite de la capacité annuelle autorisée, les déchets de provenance extérieure au SMIRITOM, à condition qu'ils proviennent du territoire couvert par le PDEDMA du Gard ou des départements limitrophes si la distance par route entre l'épicentre de la zone de collecte et l'établissement n'excède pas 50 km ;

Considérant que l'exploitant a accepté de traiter sur son site de Salindres des déchets de communes adhérentes au SYMTOMA, de provenance extérieure au SMIRITOM, en 2020 alors que la limite de la capacité annuelle autorisée de l'unité de traitement était dépassée ;

Considérant que ceci constitue une non-conformité à l'article 2.2.2. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 ;

Considérant que l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 prévoit que les eaux pluviales soient recueillies dans un bassin étanche de 1100 m<sup>3</sup> pour les eaux de toiture ;

Considérant que lors de la visite d'inspection réalisée le 1<sup>er</sup> juillet 2021, il a été constaté que des désordres affectent le bassin d'eaux pluviales de toitures, qui présente des défauts d'étanchéité de la géomembrane sous-jacente et une mise en charge en l'absence de pluies récentes, limitant ainsi sa capacité de rétention en cas d'événement pluvieux important ;

Considérant que les travaux de reprise du bassin d'eaux pluviales de toitures ne sont pas réalisés alors que ce constat a déjà fait l'objet d'une observation lors de l'inspection du 22 septembre 2015 et d'une non-conformité lors de l'inspection du 13 avril 2018, soit depuis près de 6 ans ;

Considérant que ceci constitue une non-conformité à l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la société Suez R&V Méditerranée pour son site de Salindres, conformément aux dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de respecter les prescriptions applicables reprises dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Sur proposition du sous-préfet d'Alès ;

#### **Arrête :**

##### **Article 1 :**

La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social est situé : 16, rue Antoine Becquerel - 11782 Narbonne Cedex, est mise en demeure, pour son unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres :

- sous un délai de 6 mois, de se conformer aux prescriptions de l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009, en réalisant les travaux de reprise du bassin d'eaux pluviales de toitures de manière à rétablir son étanchéité et sa capacité de rétention de 1100 m<sup>3</sup> selon les éléments du porter à connaissance déposé le 21 mars 2019 ;
- de se conformer aux prescriptions des articles 1.2.1., 1.2.3. et 2.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 en limitant les quantités annuelles de déchets traités à 50 000 tonnes.

## **Article 2 :**

Conformément aux articles L 171-11 et L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux paragraphes 1 et 2.

## **Article 3 :**

Le présent arrêté sera consultable en mairie de Salindres. Il sera affiché pendant un mois.

## **Article 4 :**

Le présent arrêté sera notifié à Suez R&V Méditerranée et sera adressé à :

- Monsieur le sous-préfet d'Alès ;
  - Monsieur le maire de la commune de Salindres ;
  - Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, d'Occitanie, Inspecteur de l'Environnement,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

La préfète,  
Pour la préfète, et par délégation,  
Le secrétaire général,



Frédéric Loiseau